



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

MaPrimeRénov'

Question au Gouvernement n° 775

Texte de la question

MAPRIMERÉNOV'

Mme la présidente . La parole est à Mme Sophie Mette.

Mme Sophie Mette . Le groupe Les Démocrates s'associe à la peine des familles des deux jeunes pompiers décédés ainsi qu'à celle de la jeune femme tuée ce matin, elle aussi dans l'exercice de ses fonctions.

Le gouvernement a récemment confirmé la suspension jusqu'en septembre de MaPrimeRénov' afin de maîtriser les dérives budgétaires liées à un excès de pratiques frauduleuses. Nous soutenons votre volonté de revoir le fonctionnement du dispositif. Cela doit d'ailleurs ouvrir la porte à une réflexion plus large, à laquelle notre groupe s'associera. Nous souhaitons en effet accélérer considérablement la rénovation énergétique, pour des raisons environnementales, mais aussi de pouvoir d'achat et de justice sociale. Ce travail ne peut se faire sans prendre en considération l'ampleur de la dette budgétaire de notre pays, qui s'est creusée depuis des décennies. Au-delà des clivages idéologiques, nous en appelons à la responsabilité des décideurs publics.

Nous devons être particulièrement soucieux de l'utilité et de l'impact réel de chaque euro de dépense publique : les aides à la rénovation énergétique doivent tenir compte de l'ampleur des travaux et des revenus des ménages, sans provoquer d'envolée des factures. Ces aides publiques doivent soutenir leurs efforts, sans créer d'effet d'aubaine ou conduire à une inflation des coûts. Nous pouvons nous appuyer de manière utile sur ce qui se fait en Allemagne.

Il ne s'agit pas que d'une question comptable : le budget met en jeu des choix majeurs en matière de souveraineté et de maîtrise de notre destin. Nous devons retrouver des marges de manœuvre pour maîtriser et réduire la dette de manière lucide et responsable. Nous en avons besoin pour financer une transition écologique à la hauteur des enjeux, pour inventer un modèle de solidarité fidèle à notre histoire et à nos valeurs, pour soutenir notre économie et sa capacité d'innovation. Cela doit se faire en investissant dans certains secteurs stratégiques pour que les acteurs de demain, aussi bien les jeunes que les moins jeunes, puissent être la force motrice de notre pays et de sa capacité productive.

Les travaux budgétaires avancent, l'urgence de la rénovation énergétique est là... *(Exclamations sur les bancs du groupe RN. - Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice. - Plusieurs députés du groupe Dem applaudissent cette dernière.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée du logement.

Mme Valérie Létard, *ministre chargée du logement* . Je vous remercie pour votre propos, qui expose de manière globale les défis qui seront devant nous au deuxième semestre 2025. Nous devons prendre en

considération la nouvelle dynamique dans laquelle nous nous situons, utiliser les outils dont nous disposons désormais, grâce aux propositions de loi issues de vos rangs, pour garantir que chaque euro aille au bon destinataire et prévenir les dérives, mais aussi redéfinir avec le secteur du bâtiment les contours de la rénovation d'ampleur pour éviter les effets d'aubaine : en d'autres termes, nous mettons les moyens et entendons qu'ils soient utilisés à bon escient.

Le dispositif de l'accompagnateur France Rénov est tout récent et la rénovation globale a pris véritablement son envol début 2024. Alors que nous disposons des premiers retours d'expérience, le gouvernement doit désormais, avec le Parlement – avec vous – et avec les acteurs du secteur, mettre à profit les deux mois et demi qui restent d'ici à mi-septembre pour continuer et amplifier l'effort, grâce à des certificats d'économie d'énergie supplémentaires, mais en responsabilité pour que le plus grand nombre en bénéficie. (« Ah ! » sur les bancs du groupe RN.)

Données clés

Auteur : [Mme Sophie Mette](#)

Circonscription : Gironde (9^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 775

Rubrique : Logement : aides et prêts

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 juin 2025